

Développement en Amérique Latine et défis pour la CEE

1. Réalités économiques latino-américaines

Les années 80: "Une décennie perdue"

Au cours des années 80, la croissance économique moyenne de l'ensemble de l'Amérique Latine a été nettement plus lente (1,1%) qu'au cours des deux décennies précédentes (5,4% pour les années 60 et 5,9% pour les années 70).

Par ailleurs la progression des années 80 a été inférieure à la croissance démographique, de sorte que le revenu moyen par tête d'habitant a reculé sensiblement.(1)

En 1990 le revenu national a encore stagné (-0,5%) et le revenu par tête d'habitant a fléchi de 2,6%, le ramenant ainsi au niveau de 1977. D'après des rapports de la Commission économique de l'ONU, les salaires réels auraient baissé dans de nombreux pays, les revenus minima se seraient détériorés dans la majorité des pays et le chômage se serait aggravé dans la quasi-totalité du continent latino-américain. Globalement les inégalités se seraient accentuées: alors que les riches seraient restés riches, la situation des classes moyennes et pauvres se serait détériorée.(2) Selon Gert Rosenthal du secrétariat du CEPAL (la Commission économique de l'ONU pour l'Amérique Latine), 183 millions d'habitants, soit 44% de la population totale d'Amérique Latine, vivaient en 1989 au-dessous du seuil officiel de pauvreté; en 1980, la même organisation en décelait 136 millions, soit 41%.(3)

Des facteurs tant internes qu'externes sont à l'origine de ces évolutions économiques décevantes. L'impact des différents facteurs diverge manifestement d'un pays à un autre, tant dans son essence que dans ses proportions. S'il est donc difficile de les identifier

clairement, on peut toutefois schématiquement en indiquer quelques-uns.

Au plan *intérieur* il faut souligner les inadaptations des structures et des mécanismes de régulation aux mutations structurelles de l'environnement économique international. Les hésitations quant à la réalisation de programmes de développement adaptés et les reports systématiques de réformes structurelles (notamment de réformes agraires) sont entre autres les expressions d'une profonde confusion dans l'action politique. Cette confusion est souvent amplifiée par l'absence d'intérêts (nationaux) convergents: Face à la misère grandissante d'une majorité de la population, il y a les revendications de la classe moyenne et, surtout, le pouvoir économique d'une minorité très riche. "En Amérique Latine, la précarité économique est immense, et il existe un gigantesque fossé entre les différents classes sociales. C'est le seul continent où les revenus des classes riches peuvent atteindre mille fois ceux des classes défavorisées."(4)

Parmi les facteurs *extérieures* il y a lieu de retenir trois éléments particulièrement négatifs:

- la baisse spectaculaire des prix des produits de base et des termes de l'échange. Entre 1980 et 1988, les prix réels des produits de base autres que les combustibles exportés par les pays en développement ont baissé de quelque 40%. Les termes de l'échange de l'Amérique Latine se sont dégradés de quelque 25 %.(5)

- un protectionnisme latent des pays industrialisés envers les pays en développement en général et les pays d'Amérique Latine en particulier. Ces mesures freinent bien sûr l'expansion économique de ces pays (cf. MAT 26).

- Le facteur extérieur le plus substantiel est sans doute le fardeau de la dette. Depuis 1982 - année de l'éclatement de la crise de la dette - l'Amérique Latine enregistre des transferts nets de ressources fi-

MAT 26

Les mesures protectionnistes des pays industrialisés

Dans son dernier rapport la Banque des Règlements Internationaux est particulièrement claire au sujet des mesures protectionnistes des pays industrialisés:

"Alors que plusieurs pays en développement ont pris d'importantes mesures en vue de libéraliser davantage leurs échanges, la plupart des barrières non tarifaires érigées par les pays industriels sont toujours en place (...). Les statistiques de la CNUCED (Conférence des Nations-Unies sur le Commerce et le Développement, Ndr) montrent qu'en 1990 un quart des produits manufacturés achetés par les pays industriels aux pays en développement ont été soumis à bon nombre de barrières non tarifaires, alors que cette proportion n'atteint

que 15% pour les importations entre pays industriels. La dérive de ces derniers vers des échanges 'administrés' est difficilement acceptable, au moment même où de nombreux pays en développement (...) s'engagent, souvent sur injonction des pays industriels créanciers, dans des systèmes commerciaux ouverts et intégrés pour favoriser l'ajustement structurel et renforcer l'efficacité de l'économie."

61e Rapport annuel de la Banque des Règlements Internationaux (1991), p. 78

nancières à l'étranger. Ces transferts nets consistent d'une part dans les rentrées de capitaux de l'étranger et d'autre part dans les sorties sous forme de remboursements de la dette, d'intérêts et de dividendes. En clair, l'Amérique Latine transfère, depuis 1982, plus de capitaux dans le reste du monde qu'elle n'en touche. De 1982 à 1990 les montants cumulés se sont élevés à 224 milliards de dollars, ce qui correspond à 22% des exportations de biens et services.(6)

2. Relance dans un contexte difficile

Les années 90: "Une décennie de l'espoir?"

Après la "década de aprendizaje doloroso" (décennie des expériences douloureuses) les années 90 de l'Amérique Latine sont présentées comme la "década de esperanza" (décennie de l'espoir).

Les auteurs particulièrement optimistes tablent sur les éléments suivants:

- au niveau *politique* un vaste mouvement démocratique qui se consolide

- au plan *international*, l'intérêt proclamé des Etats-Unis pour l'Amérique

Latine, notamment par l'ambitieux projet de George Bush "Initiative pour les Amériques", visant à créer une unité économique commune de l'Alaska à la Terre de Feu

- du point de vue *économique* la propagation d'une politique économique néo-libérale dans la quasi-totalité des pays et l'intensification des efforts visant la réalisation d'un (de plusieurs) marché(s) commun(s) sur le continent.

- au plan *financier* la tendance, certes lente, mais confirmée, au dénouement de la crise de la dette.

Ces perspectives par trop optimistes risquent malheureusement d'être contrecarrées par la conjugaison de plusieurs facteurs: L'évolution *politique* semble encore la moins menacée. Dans la quasi-totalité des pays un régime démocratique est rétabli. Si les risques d'un retournement de ce processus ne peuvent certes pas être écartés dans tel ou tel pays, la tendance générale à la consolidation des régimes démocratiques semble toutefois se confirmer. Ce développement constitue en tout cas un cadre favorable

pour toute activité politique au sens large; il devrait également favoriser l'activité économique et intéresser les investisseurs. Dans certains pays - Mexique, Chili, Colombie et Venezuela - les premiers indices d'une relance économique s'annoncent.

Difficile articulation entre croissance et répartition des richesses

Toutefois pour une majorité des populations latino-américaines, les répercussions de la démocratisation et de l'expansion économique se font attendre:

"Nous sommes enfin libres d'exprimer nos doléances et de voter, mais nous sommes aussi dans une grande misère. Quel degré de pauvreté pourra-t-on supporter dans les nouvelles démocraties?" s'interroge Dante Mario Caputo, dirigeant du parti argentin Unión Cívica Radical et ancien ministre des Affaires étrangères (7).

Globalement le *coût social* de la politique d'ajustement des années 80 a été très lourd. Aussi le prix du surendettement a-t-il été largement supporté par les couches les plus défavorisées:

- blocage des salaires nominaux

- réduction, voire suppression de certaines subventions (e.a. en matière de santé et d'éducation).

Les effets de ces mesures draconiennes sont d'autant plus dures dans un continent qui enregistre un taux de chômage énorme et où un individu sur deux ne dispose ni d'un logement digne de ce nom, ni de soins médicaux adaptés. Certaines épidémies refont d'ailleurs surface, comme le choléra, qui continue de ravager notamment le Pérou et le Brésil (8).

Si le processus démocratique a donc créé les conditions de base pour le développement de l'économie de marché, cette conjonction heureuse risque d'être fragilisée par les tensions sociales latentes.

En outre, la *relance économique par la demande extérieure* est également hypothéquée à plus d'un titre:

- ralentissement du commerce international

- freinage de l'activité économique mondiale

- et surtout récession de l'économie des Etats-Unis.

Le blocage des négociations multilatérales (Uruguay Round) dans le cadre du Gatt (General Agreement on

Quel degré de pauvreté pourra-t-on supporter dans les nouvelles démocraties?

MAT 27

L'ÉCONOMIE LATINO-AMÉRICAINE EN 1990

(inflation ■ croissance du PIB ■ solde de la balance commerciale dette extérieure totale en millions de dollars □)

Argentine	2 314,0	- 0,5	8 224	59 019	Honduras	23,3	- 1,0	- 71	3 449
Bahamas	4,6	1,0	- 928	267	Jamaïque	22,0	3,3	- 477	4 442
La Barbade	3,0	- 3,5	- 473	1 071	Mexique	26,7	3,9	- 3 025	96 543
Bolivie	17,1	2,5	33	4 380	Nicaragua	7 485,2	- 4,4	- 270	10 281
Brésil	2 968,0	- 4,5	11 027	117 760	Panama	0,6	3,4	- 1 025	5 315
Colombie	29,1	3,5	1 917	17 267	Paraguay	38,2	3,1	- 243	2 108
Costa Rica	19,0	3,8	- 474	3 490	Pérou	7 481,7	- 3,9	391	20 111
Chili	26,1	2,1	1 273	19 044	Salvador	24,0	3,4	- 683	1 863
Rép. dominicaine	59,4	- 0,1	- 1 103	4 210	Surinam	14,0	0,4	-	-
Equateur	48,5	1,5	1 003	11 898	Trinité-et-Tobago	11,0	0,7	922	2 202
Guatemala	41,2	3,5	- 228	2 702	Uruguay	112,5	0,9	426	3 602
Guyana	65,2	3,5	- 63	1 800	Venezuela	40,8	4,4	10 802	34 766
Haïti	20,8	3,0	- 86	824	TOTAL	-	- 0,6	26 802	428 414

Tariffs and Trade) ne présage pas non plus d'un assouplissement rapide de certaines mesures protectionnistes (cf. MAT 26). A moyen terme les conditions pour un développement économique par l'orientation à l'exportation ne sont donc guère propices.

Au plan international le *processus d'intégration* relancé dès le début des années 90 avec beaucoup d'enthousiasme semble également entamé. En effet le dossier du traité de libre-échange nord-américain (Canada, Etats-Unis, Mexique) semble plein d'embûches en pleine période de récession économique et à moins d'un an de l'élection présidentielle. De nombreux parlementaires et leaders syndicaux mettent en avant les effets négatifs sur l'emploi des Etats-Unis, et même au sein de l'administration de la Maison Blanche des divergences sont apparues au cours des derniers mois (9).

Sans se renier, l'administration américaine risque tout de même de freiner les négociations et la mise en place de ce traité et, partant, la concrétisation de l'"Initiative pour les Amériques". En clair, récession et période électorale ne semblent pas propices pour dynamiser la coopération entre les Etats-Unis et l'Amérique Latine.

La question cruciale est bien sûr le *problème de la dette*. Tout développement économique durable pré-suppose la disparition du surendettement et la maîtrise du phénomène de la dette extérieure. Or, à ce sujet l'évolution des derniers mois n'a pas été très encourageante. "Le problème de la dette a stagné en 1991", a constaté Larry Summers, vice-président et économiste en chef de la Banque Mondiale. Certes quelques pays débiteurs à revenus intermédiaires - Mexique, Chili, Venezuela - ont retrouvé un accès au marché des capitaux après être sortis d'une situation de surendettement (10). Toutefois de nombreux observateurs, qu'il s'agisse du secrétaire général de l'ONU, des experts de la Morgan Stanley ou de ceux de la Banque Mondial annoncent une pénurie des capitaux d'ici l'an 2000. Et Jorge G. Castaneda, éditeur de l'hebdomadaire mexicain "Proceso" de

conclure: "En bref, il n'y aura jamais assez de devises pour tous les pays d'Amérique Latine." (11)

3. Défis pour l'Europe

Ce dossier a mis en exergue - du point de vue politique, économique et culturel - que l'Amérique Latine a connu des périodes de relations très intenses (pas toujours à son avantage) avec l'Europe. Au cours des dernières décennies, ces liens historico-culturels ne se sont traduits que par une coopération timide au plan politique et économique. Politiquement la Communauté Européenne s'est montrée très réservée et les échanges commerciaux entre les deux zones géographiques sont restés modestes: l'importance relative des échanges extérieurs avec l'Amérique latine a même reculé entre 1965 (environ 9%) et 1986 (quelque 5%) (12).

Aujourd'hui encore l'ouverture politique et économique en direction de l'Amérique Latine reste timide et un revirement n'est pas perceptible. La nouvelle constellation géopolitique devrait toutefois motiver les deux partenaires: Au cours des dernières décennies les relations extérieures de l'Amérique Latine, et parfois même, par ricochet, son activité intérieure, étaient marquées par la domination politique et économique des Etats-Unis. Au cours des dernières années la puissance économique du Japon s'est également manifestée en Amérique Latine par le biais d'investissements étrangers. La CEE semble (relativement) absente tant au niveau politique que dans le domaine économique. Toutefois dans le contexte de l'accentuation de la tripolarisation des relations économiques (et politiques) au plan mondial (Japon, Etats-Unis, CEE), la CEE pourrait/devrait jouer un rôle majeur en Amérique Latine - au profit également de cette région.

a) Au plan politique et économique en général, la présence plus affirmée de la CEE permettrait aux pays d'Amérique Latine de pondérer leur dépendance par trop forte des Etats-Unis. Cet effort de *diversification* dans les relations extérieures leur assurerait une plus

MAT 28

Macroeconomic Indicators for the Planned Free Trade Areas

	Population 1989 in million	GDP 1989 in \$ million	Per capita income 1989 in \$	Exports 1989 in \$ million	Inflation rate 1990 in %	Level of openness ¹ 1989 in %
MERCOSUR						
Argentina	31.9	89,320	2,800	9,567	1,344.0	15
Brazil	147.4	349,928	2,374	34,392	1,795.0	15
Paraguay	4.2	6,523	1,553	1,009	42.5	23
Uruguay	3.1	9,384	3,027	1,599	128.9	30
Total	186.6	455,155	2,439*	46,567		
Andes Pact						
Bolivia	7.1	6,681	941	724	18.0	22
Colombia	31.2	46,894	1,503	5,717	37.0	23
Ecuador	10.3	16,387	1,315	2,354	48.5	26
Peru	21.8	27,119	1,244	3,522	7,500.0	21
Venezuela	19.3	61,065	3,164	12,983	36.5	35
Total	89.7	158,146	1,763*	25,300		
North America - Mexico						
Mexico	86.7	175,568	2,025	23,048	30.2	27
USA	249.4	5,198,194	20,843	363,958	5.4	16
Canada	26.3	560,149	21,298	121,358	4.8	43
Total	362.4	5,933,911	16,374*	508,364		

*Average for the group. ¹(Exports + Imports) / GDP.

Source: IMF: International Financial Statistics, Yearbook 1990; Inter-American Development Bank, Annual Report 1990; Central Bank of Paraguay, Central Bank of Uruguay, FIEL, Latin American Monitor; other figures computed by the ifo Institute.

grande marge de manoeuvre aussi bien dans les négociations bilatérales que multilatérales. Les menaces protectionnistes dans certains secteurs pourraient être tempérées, le cas échéant, par des positions plus ouvertes de la part des partenaires de la CEE. Par ailleurs, des relations plus intenses entre l'Amérique Latine et la CEE interpelleraient plus directement la CEE lors des négociations multilatérales.

b) En tenant compte de son poids total dans les organisations internationales et notamment dans le FMI (cf. graphique) l'Europe pourrait jouer un rôle plus actif dans le dénouement du problème de la dette. L'élaboration de projets alternatifs audacieux pourrait accélérer le processus de désendettement. La réduction du fardeau de la dette est, rappelons-le, la condition primordiale pour tout développement durable.

c) Dans le contexte du processus d'intégration en cours au niveau de la plupart des pays d'Amérique Latine, la CEE pourrait également jouer un rôle très positif, compte tenu de ses propres expériences des dernières décennies. Des relations très libres créeraient la base pour une coopération saine et efficace. Au besoin des accords de coopération ponctuels et contraignants seraient à élaborer.

Voilà trois directions dans lesquelles une collaboration CEE-Amérique Latine pourrait s'orienter au bénéfice sans doute des deux partenaires. Beaucoup d'autres voies constructives de coopération devraient exister. Compte tenu

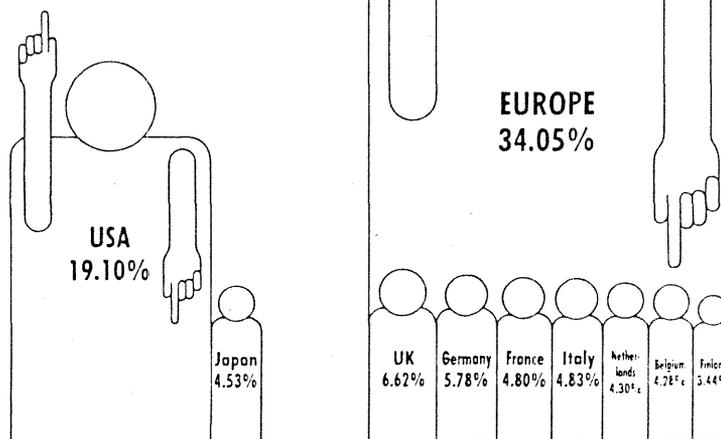
- des liens historiques manifestes dans les relations entre les peuples latino-américains et européens
- du rôle que la CEE est appelé à jouer dans la nouvelle constellation des relations politiques et économiques internationales

- et notamment de l'envergure du problème de la dette et de l'urgence de réaliser des projets de développement assurant des conditions de vie humainelement acceptables aux 200 millions d'habitants les plus pauvres d'Amérique Latine, la CEE est défiée à plus d'un titre à l'occasion de ce cinquième centenaire!

Paul Veit

Europe should play a stronger role in resolving the debt crisis:

Voting powers in the IMF



Note: Italy also represents Greece, Portugal, Malta and Poland. Netherlands represents Cyprus, Israel, Romania and Yugoslavia. Belgium represents Luxembourg, Hungary, Austria and Turkey. Finland represents Denmark, Iceland, Norway and Sweden.

SOURCE: IMF

(1) Jürgen Westphalen "The Development Finance Challenges Facing Latin America in the 1990s" in *Intereconomics*, November/December 1991, p. 281. (2) "Latin America's Economic Reforms", *The Economist*, October 19th 1991, p. 24. (3) Jürgen Westphalen, op.cit., p. 282. (4) *Courrier International* No 58, 12 décembre 1991, p. 5. (5) "Etudes sur l'économie mondiale 1990" Nations-Unies (1990) p. 5. (6) Jürgen Westphalen, op.cit., p. 282. (7) *Courrier International*, op.cit., p. 4. (8) id, p. 6. (9) *Le Monde* du 17 décembre 1991, p. 28. (10) *Le Monde* du 24 décembre 1991, p. 13. (11) *Courrier International*, op.cit., p. 4. (12) Commission européenne in: *Economie Européenne* No 39 (Mars 1989), p. 57.